



NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE  
E/CONF.14/SR.7  
25 juin 1953  
ORIGINAL:FRANCAIS

CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR L'OPIMUM  
COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA SEPTIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New-York,  
le 12 juin 1953, à 17 heures 15.

SOMMAIRE

- Organisation des travaux futurs de la Conférence.

<u>Président</u> :	M. LINDT	Suisse
<u>Secrétaire exécutif</u> :	M. YATES	
<u>Secrétaire administratif</u> :	M. PASTUHOV	

## ORGANISATION DES TRAVAUX FUTURS DE LA CONFERENCE

Le PRESIDENT, après avoir décrit l'état d'avancement des travaux de la Conférence, invite les représentants à faire connaître leurs avis au sujet des délibérations futures de la Conférence.

M. VAILLE (France) rappelle que la Commission a décidé que l'article premier du protocole (définitions) serait directement soumis à la Conférence. Il suggère que l'Acte final, qui n'engage pas juridiquement les parties, soit lui aussi soumis directement à la Conférence.

M. NIKOLIC (Yougoslavie) désirerait que la procédure adoptée pour l'examen de l'Acte final, ou des définitions du protocole, soit moins stricte que la procédure prévue pour l'examen du projet de protocole lui-même.

M. WALKER (Royaume-Uni) s'associe à la suggestion du représentant de la France relative à l'Acte final. Il demande qu'un délai de vingt-quatre heures soit laissé aux représentants pour étudier le protocole dans sa nouvelle version.

Le PRESIDENT précise qu'il appartiendra à la Conférence de décider si elle accepte de simplifier sa procédure pour l'examen de l'Acte final ou des définitions insérées à l'article premier du protocole. Il espère que le Comité des travaux pourra donner satisfaction au représentant du Royaume-Uni en ce qui concerne le délai de vingt-quatre heures.

La séance est levée à 17 heures 30.